



Syrie - Le mensonge, la nausée et les sanctions

Par [Michel Raimbaud](#)

Mondialisation.ca, 22 février 2016

Région : [L'Europe](#), [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Désinformation médiatique](#), [Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [SYRIE](#)

Le pire ministre des affaires étrangères jamais offert à la France a déguerpi. Il laisse derrière lui une diplomatie ruinée, décrédibilisée et démoralisée : seraient-ils les meilleurs de la planète, nos diplomates ne peuvent faire de miracles lorsqu'ils sont amenés à ne défendre que des dossiers indéfendables, qui les placent systématiquement du mauvais côté de l'Histoire. C'est là que le bât blesse.

Le départ d'un ministre aussi étranger aux affaires étrangères, qui ne se réveillait qu'au nom de Bachar al Assad, ne fera guère pleurer que lui-même et ses complices. Mais les optimistes inoxydables, inondés d'espoir l'espace d'un adieu, devraient se méfier : si le pire n'est jamais sûr, le meilleur l'est encore moins.

Le partant était un pilier du « groupe des Amis de la Syrie », dont la liste des Etats membres illustre alors parfaitement la sentence bien connue : avec de tels amis, plus besoin de se chercher des ennemis. Reprenant le flambeau brandi par la France lors du rezzou de l'OTAN sur la Libye, Fabius a tout fait pour propulser notre pays à l'avant-garde des va-t-en guerre de la vertueuse « communauté internationale ». N'est-ce pas lui qui, mi-dépité mi-gourmand, estimait en juillet 2012 qu'il « reste encore quelques renforcements possibles en matière de sanctions », insistant pour que la Grèce cesse d'importer du phosphate syrien ?

Le club Elisabeth Arden (Washington, Londres, Paris), qui prétend depuis un quart de siècle incarner la « communauté internationale », s'est transformé au fil des dernières années en un répertoire de pères fouettards ayant pour inspirateurs les néoconservateurs de « l'Etat profond » des pays d'Occident et d'ailleurs, et pour alliés privilégiés les régimes moyen-orientaux les plus portés sur la flagellation. En 2011, après l'Irak, le Soudan, l'Afghanistan, la Somalie, la Palestine, la Yougoslavie, l'Iran ou l'Ukraine et quelques autres, nos pères fouettards, pourtant bien absorbés par leur tâche du moment (protéger les populations civiles de la Jamahiriya libyenne en les bombardant, avant de liquider physiquement Kadhafi - NDLR), vont réserver à la Syrie un traitement de choix. C'est ainsi que les sanctions vont pleuvoir en giboulées dès les premiers beaux jours.

En juillet 2012 (on taira par décence le nom du journal et ceux des journalistes), une vidéo apparaît sur le net avec un titre en forme de question qui tue : « A quoi servent les sanctions contre la Syrie ? » Celle-ci, note le commentaire écrit, « fait depuis plus d'un an l'objet de mesures de rétorsion de la part de la communauté internationale, avec un succès mitigé ». Il faut « punir et étouffer économiquement le régime de Bachar al Assad, qui réprime dans le sang ses opposants : tel est l'objectif ». On n'aura pas fini d'entendre cette

rengaine.

Notre vidéo précise que, le 23 juillet 2012, l'Union Européenne a adopté un nouveau train de sanctions, pour la 17ème fois en un an (sic). Elle rappelle que les Etats-Unis, le Canada, l'Australie, la Suisse, la Turquie et la Ligue Arabe (kidnappée par le Qatar et les régimes du Golfe) ont pris des mesures équivalentes.

Sans dresser une liste interminable des sanctions imposées, renouvelées et renforcées les années suivantes, il n'est pas inutile de rappeler au passage, à l'attention des distraits, des ignorants ou des bonnes consciences, le script général du chef-d'œuvre des dirigeants occidentaux et de leurs bureaucraties sadiques :

1/ D'abord viennent les sanctions classiques « de mise en situation » par le Conseil de Sécurité, prises en mai 2011 :

Les premières mesures prises par l'Union Européenne concernent la mise au ban (refus de délivrer des visas) et le gel des avoirs de 150 personnalités du « régime syrien ».

Par ailleurs, une cinquantaine de sociétés « soutenant le régime » sont soumises à boycott dont cinq organismes militaires, conformément à l'embargo adopté « sur les exportations d'armes et de matériel susceptible d'être utilisé à des fins de répression ». Il est ainsi interdit d'exporter vers la Syrie des équipements, des technologies ou des logiciels destinés à surveiller ou intercepter des communications sur [Internet](#) ou les téléphones.

2/ Le 10 août 2011, le gouvernement américain prend des sanctions économiques contre les sociétés de télécommunication syriennes et les banques liées à Damas, empêchant les citoyens étatsuniens de mener des affaires avec la Banque commerciale de Syrie, la Banque syrienne libanaise commerciale ou Syriatel. Les avoirs de ces sociétés aux États-Unis sont gelés, autant dire volés. [Hillary Clinton](#) annonce dans la foulée un embargo total sur les importations de pétrole et de produits pétroliers en provenance de Syrie.

Imitant aussitôt ses maîtres, l'Union Européenne décide de plusieurs trains de sanctions supplémentaires, y compris un embargo sur le pétrole.

La dernière salve visera à réduire les échanges commerciaux afin de finir d'asphyxier l'économie du pays.

3/ Viendront ensuite les sanctions diplomatiques (rappel des ambassadeurs en consultation) décidées dès l'automne 2011, après le double veto russo-chinois sur le projet de résolution islamo-occidental visant à provoquer en Syrie un processus à la libyenne. Les Etats-Unis ayant rappelé de Damas leur ambassadeur du troisième type, plusieurs Etats de l'Union Européenne rappellent les leurs.

Juppé rappellera le sien une première fois le 17 novembre 2011 : « erreur fatale » pour le ministre ordonnateur. Après un faux retour, ce sera le départ définitif en février 2012. Nommé en mai 2012, Fabius fera encore mieux : à peine intronisé, il expulsera l'ambassadrice de Syrie à Paris, ayant oublié que cette dernière est également représentante auprès de l'UNESCO et qu'il ne peut la contraindre au départ.

4/ En 2012, ce sera la fermeture de la compagnie aérienne « Syrianair » à Paris, puis l'interdiction de toute liaison aérienne entre la France et la Syrie et, plus généralement, entre les capitales européennes et Damas. Etc...

Hélas, se lamentent des experts pleins d'onction et de componction, tout le monde n'est pas d'accord pour mettre en place un embargo, ce qui en limite la portée. La belle unanimité qui, de 1991 à 2011, a rassemblé les cinq Permanents du Conseil de Sécurité autour des trois Occidentaux n'existe plus et c'est un élément déterminant qui permet de briser l'arrogance et la toute-puissance des puissances atlantiques. Des doigts accusateurs pointent « certains pays qui ne jouent pas le jeu ? (sic). Mais est-ce bien un jeu ? La Russie et la Chine soutiennent le gouvernement et l'Etat syriens : ils seront priés de « rejoindre la communauté internationale » (sic). La Syrie peut également compter sur l'aide multiforme de son allié, l'Iran, mais celui-ci est déjà sous lourdes sanctions. D'autres pays, comme le Brésil, ne soutiennent pas les Occidentaux ? En outre, certains Etats traînent les pieds au sein de l'Union Européenne, et les accrocs aux engagements pris contre Damas se multiplient.

Ce blocus qui asphyxie progressivement la Syrie est certes difficile à mettre en œuvre, mais que nos perfectionnistes se consolent : il est indéniable que les résultats escomptés sont là. Après cinq années de sanctions et d'acharnement collectif, le peuple syrien est épuisé et vit dans des conditions terrifiantes. Nos grands dirigeants, si bons et si pudiques, ne connaissent-ils pas la vérité, non pas celle de leurs protégés émigrés qui vivent au chaud ou au frais à l'ombre de leurs protecteurs, mais la vérité des habitants qui ont tenu bon dans leur pays. Loin du paradis de la révolution auquel les premiers feignent de croire, loin du paradis auquel aspirent les djihadistes démocratiques et les terroristes modérés, c'est un enfer que vivent les Syriens de la Syrie réelle, un enfer qu'ils doivent au fanatisme de leurs « libérateurs » et de leurs alliés turcs ou arabes ainsi qu'au sadisme de l'« Axe du Bien », parrain des terroristes et grand déverseur de punitions devant l'éternel.

Les sanctions sont parvenues à détruire un pays qui était plutôt prospère, quasiment sans endettement, autosuffisant pour l'essentiel de ses besoins et globalement bien parti. Elles ont fini par entamer le tissu national syrien, soudé par une tolérance « laïque » assez exemplaire, sans réussir toutefois à le déstructurer. Le but de ce politicide était (et reste toujours) de démoraliser les populations, en les amenant à perdre confiance dans la légitimité de leur Etat, de leur gouvernement, de leurs dirigeants, de leurs institutions, de leur armée, tout en leur donnant l'illusion que l'Occident est heureusement là pour les « sauver du tyran qui les massacre » et accueillir en son sein les réfugiés et les transfuges.

Le terrible bilan enregistré en Iraq - un million et demi de morts, dont 500 000 enfants - est là pour rappeler que les sanctions sont une arme de destruction massive, utilisée avec un total cynisme par les « maîtres du monde ». Pour Madeleine Albright évoquant sans doute des « dégâts collatéraux », « cela en valait la peine ». On voit le résultat.

En Syrie, les « punitions » occidentales ne sont pas mieux intentionnées. Elles visent à mater un peuple résistant et à le forcer à accepter la fatalité d'un changement de régime, ou bien à l'amener à fuir ou à désertier...Quitte à saigner le pays de sa jeunesse déjà formée, de ses cadres aspirant à vivre mieux dans un climat de paix...Quitte à faire de ces réfugiés un peuple de mendiants, à la merci des trafiquants de toutes spécialités : en témoignent ces femmes et enfants installés la nuit au coin des boulevards parisiens par des équipes inquiétantes.

Depuis cinq ans, nos politiciens combinards, nos journalistes complaisants, nos intellectuels perdus ou dévoyés participent, à quelques exceptions près, à l'énorme conspiration du mensonge qui fait passer la Syrie souveraine et légale pour usurpatrice et massacreuse, et ses agresseurs et leurs parrains, orientaux ou occidentaux, pour des libérateurs

révolutionnaires. Outre l'horreur et l'effroi que soulèvent les images de cette guerre sauvage, comment ne pas avoir la nausée devant l'aveuglement, volontaire ou non, de nos élites qui préfèrent donner du crédit aux mensonges de leurs alliés et protégés criminels plutôt qu'aux témoignages innombrables des victimes qui désignent sans ambiguïté leurs bourreaux ? Comment ne pas avoir la nausée devant cette complicité assumée, à peine camouflée par une omerta systématique ? Comment enfin ne pas frémir devant cet aplomb et cette bonne conscience bétonnée de nos faiseurs d'opinion ?

La solution ne consiste pas à accueillir en Europe les réfugiés que l'on a d'une façon ou d'une autre créés en alimentant la guerre universelle d'agression et le djihad en Syrie. Il faut lever immédiatement, sans délai et sans conditions, les sanctions qui sont destinées à briser tout un peuple. Il faut mettre fin à la guerre et non en décupler l'impact par les moyens minables, sournois et iniques que sont les sanctions à la mode occidentale.

Il faut rendre justice à ce peuple martyrisé et humilié. Et la plus élémentaire des justices, la première, est de ne plus couvrir d'un voile de vertu les criminels féroces qui cherchent à détruire au nom de l'intolérance la Syrie tolérante. Elle implique également de ne plus cautionner les impudeurs des maîtres fouettards qui punissent en toute impunité avec la morgue des arrogants. Assez de mensonges, assez d'hypocrisie, assez de leçons.

Répetons-le, il faut lever les sanctions criminelles et scélérates qui tuent la Syrie et son peuple. Ni dans un mois, ni dans un an, mais maintenant. Ce n'est pas une question de diplomatie, c'est une affaire d'honneur, et la France s'honorerait en prononçant, pour sa part et à titre national, la levée des sanctions.

Michel Raimbaud

Michel Raimbaud : Ancien Ambassadeur de France.

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © [Michel Raimbaud](#), Mondialisation.ca, 2016

Articles Par : [Michel Raimbaud](#)

A propos :

Michel Raimbaud, ancien ambassadeur français dans plusieurs pays, auteur de *Tempête sur le Grand Moyen-Orient* (ed. Ellipses, 2017) et *Les guerres de Syrie* (ed. Glyphe, 2019).

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez :

media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](http://mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca